

Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108308 - LUNDI 14 JUILLET 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



L'Île Maurice et les États-Unis réaffirment leur partenariat stratégique

Maurice et Singapour : un partenariat pour l'excellence du secteur public



Page 3

EURO 2025 - FEMININ



Page 8



Le ministre Boolell effectue une visite au marché de Belle Rose

Page 4



Crash d'un Boeing 787 en Inde

L'alimentation en carburant coupée juste avant le crash

Page 4



Droits de douane

Donald Trump menace le Canada d'une surtaxe de 35 %

Page 5



Page 7

A la télé aujourd'hui



06:01 THE QUEEN OF FLOW
07:30 NELLE TUE MANI
08:12 L'HERITIERE
08:37 SÉPARÉ PAR L'AMOUR
09:03 LE TEMPS D'AIMER
11:33 LYING HEART
12:00 LE JOURNAL DE LA MI-JOURNÉE
12:25 LE ROMAN DE LA VIE
13:31 LES RICHES PLEURENT AUSSI
14:00 HEARTLESS

14:29 NELLE TUE MANI
15:00 SAMACHAR
15:23 JAPAN VIDEO TOPICS
[MARCH 2023] (NO.4)
15:31 LES TÊTES BRÛLÉES
17:33 LYING HEART
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:32 SHIV SHAKTI
19:00 19 MINUTES - LE POINT
19:30 LE JOURNAL TELEVISE
21:33 LE ROMAN DE LA VIE
23:06 VIDEO KILLED THE RADIO STAR
23:30 LE JOURNAL TELEVISE
(REDIFFUSION)



06:00 LA MATINALE - RADIO MAURICE
09:10 EN TOUTE INTIMITE
09:37 LE CHALLENGE
10:42 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF
11:03 LES KLIPS
12:00 NU RASINN
12:52 CRYSTAL ROCK
13:00 LA JOURNÉE SOUS LE REGARD
DU SEIGNEUR
13:06 MORIS ORKESTRA -
GALA SHOW (PART 1)
14:12 EN TOUTE INTIMITE
16:54 LA JOURNÉE SOUS
LE REGARD DU SEIGNEUR
17:31 ARSIV MBC NO 211
18:00 HEARTLESS

18:30 SÉPARÉ PAR L'AMOUR
19:00 ZOURNAL KREOL
19:25 SUR PRISE
19:45 CRYSTAL ROCK
20:00 TOUS ÉGALIS
20:30 SCIENCE QUEST 2025
20:45 ENCOUNTER
21:00: MORISIEN KONN OU LA SANTE
21:28 19 MINUTES - LE POINT
22:44 CRYSTAL ROCK
22:57 LA JOURNÉE SOUS LE REGARD
DU SEIGNEUR
23:01 ZOURNAL KREOL REDIFFUSION
23:21 ITINERER MORIS
23:40 RODRIG PROG : KOT NOU



07:00 ZARKASH
07:31 AAJ AUR KAL BOLLYWOOD HITS
08:00 HUMNI KE SITARE
08:29 DHWANI
09:18 EK MULAKAAT
09:34 SAJANWA BAIRI HO
GAILE HAMAR
10:00 SAJANWA BAIRI HO
GAILE HAMAR
11:30 SHIV SHAKTI
12:00 PYAR BHARA DIL
15:00 SAMACHAR
15:20 SAYINGS RADHA KRISHNA

15:30 JAI JAI SHIV SHANKAR
16:00 KUNDALI BHAGYA
16:20 KUNDALI BHAGYA
16:42 KUNDALI BHAGYA
17:30 SHIV SHAKTI
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:31 VED KI SHIKSAHEIN
19:00 EXCERPTS FROM
SHIV ABHISHEK
20:07 CHARCHA
20:31 RAMAYAN
21:00 SUNGHURSH
21:23 HINDI FILLER
22:29 MERE SAI - SHRADDHA
AUR SABURI
23:22 MERE SAI - SHRADDHA
AUR SABURI



06:00 MERE DAD KI DULHAN
06:31 MAHABHARAT
06:51 SAYINGS RADHA KRISHNA
09:31 SAYINGS RADHA KRISHNA
09:35 KUNDALI BHAGYA
10:01 UDAARIYAN
10:30 DHARAM PATNI
11:00 NA UMRA KI SEEMA HO
11:31 SHRIMAD RAMAYAN
12:00 ANUPAMA
12:21 SAYINGS RADHA KRISHNA

13:00 DHHRUV TARA
14:00 MAHABHARAT
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:31 KUNDALI BHAGYA
19:00 UDAARIYAN
19:30 DHARAM PATNI
20:00 NA UMRA KI SEEMA HO
20:30 SHRIMAD RAMAYAN
21:00 ANUPAMA
21:22 SAYINGS RADHA KRISHNA
21:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR
SABURI
22:00 DHHRUV TARA
22:31 MERE DAD KI DULHAN
23:00 MAHABHARAT
23:30 AA DEKHEN ZARA



06:00 EYE ON SADC
06:26 GOING BEYOND
06:51 LITTLE GOURMET
06:57 FROM GRAY TO GREEN:
BUILDING A BETTER URBAN
CLIMATE
07:51 FOOD UP!
08:30 SUPERFOOD OR CLIMATE
KILLER? AVOCADOS AND BLUEBERRIES
FROM SOUTH AMERICA
09:21 SUDAN: A HOSPITAL IN THE
SHADOW OF WAR
09:59 TRANSACTIONS - MONEY FOR

MOTHER IN ZIMBABWE
11:14 HEALING GARDENS
11:40 BUSINESS BEYOND
12:09 GOING BEYOND
13:05 METRO WORLD TOUR
17:35 ECO INDIA
18:03 700 REQUINS
18:56 FOOD UP!
19:00 STUDENT SUPPORT
PROGRAMME : GRADE 7
19:19 STUDENT SUPPORT
PROGRAMME : GRADE 7
19:30 IN GOOD SHAPE
20:30 NEWS
20:51 NATURAL WONDERS
21:10 FIRE WITH FIRE
22:50 TOMORROW TODAY
23:46 HITLER'S REICH PT 2

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Attaque d'abeilles à Aurillac 24 personnes piquées dont trois hospitalisées



L'incident s'est produit en plein centre-ville, à proximité de ruches installées sur le toit d'un hôtel. La présence de frelons asiatiques pourrait expliquer l'agressivité des petites butineuses.

C'est une scène quelque peu effrayante, mais heureusement plutôt rare, qui s'est produite à Aurillac, en France, dimanche 6 juillet. Vers 10 heures du matin, des passants ont été attaqués par un essaim d'abeilles en plein centre-ville.

Au total 24 personnes, dont trois pompiers ont été piquées par les

insectes, provenant de ruches installées à proximité, sur le toit du grand hôtel de Bordeaux de la ville, ont indiqué le maire et la préfecture du Cantal.

Trois des victimes ont été prises en charge par le SAMU et hospitalisées en urgence absolue, après avoir fait une réaction allergique aux multiples piqûres. Une octogénaire a notamment fait un "arrêt cardiaque" mais a pu être réanimée.

L'état des victimes était stabilisé dans l'après-midi, selon les pompiers, tandis qu'une enquête a été ouverte par le parquet.

Le comportement agressif des abeilles serait lié à la présence de frelons asiatiques retrouvés près des ruches. Ces prédateurs auraient provoqué une réaction de défense des petites butineuses.

La police et les services techniques d'Aurillac ont mis en place un périmètre de sécurité dans la zone concernée jusqu'à ce et que la situation revienne "sous contrôle", selon la préfecture.

Suite à cet incident le maire d'Aurillac, Pierre Mathonier, a dit envisager d'interdire la présence de ruches dans sa commune.

Lufthansa 747 Mayday après un double déroutement sur la plus longue route

Le vol LH510 de Lufthansa, assurant la plus longue liaison régulière de la compagnie aérienne entre Francfort (Allemagne) et Buenos Aires (Argentine) le 7 juillet 2025, a rencontré une série de difficultés exceptionnelles qui ont abouti à un rare appel de détresse. Le vol, d'une distance de 11 400 kilomètres et d'une durée habituelle d'un peu plus de 13 heures, était opéré par un Boeing 747-8 immatriculé D-ABYM. Parti de Francfort à 22 h 28, le vol devait atterrir à Buenos Aires vers 6 h 25 le lendemain matin.

Cependant, la dégradation des conditions météorologiques à destination a déclenché une série d'événements qui ont prolongé le voyage de près de 20 heures et entraîné l'annulation du vol.

Alors que le Boeing 747-8 approchait de Buenos Aires, la mauvaise visibilité due aux conditions météorologiques défavorables a contraint l'équipage à entrer en circuit d'attente à 7 000 pieds. Incapables d'atterrir en toute sécurité, les pilotes ont décidé de se dérouter vers Asuncion, au Paraguay (ASU), un aéroport de dégagement. Après l'atterrissement à Asuncion, l'équipage a attendu une amélioration des conditions météorologiques à Buenos Aires, mais la situation est restée défavorable. Face à des contraintes opérationnelles croissantes, l'avion a été dérouté une seconde fois vers São Paulo, au Brésil (GRU), une plate-forme aérienne desservie par Lufthansa située à 1 710 kilomètres de Buenos Aires. L'avion a atterri à São Paulo à 13 h 04, environ 20 heures après son départ de Francfort. Lors de l'approche finale vers São Paulo,



l'équipage a lancé un appel de détresse, un appel réservé aux situations présentant un danger immédiat pour l'avion. Les enregistrements du contrôle aérien ont révélé ultérieurement que cette déclaration était due à la fatigue de l'équipage et à de faibles réserves de carburant.

La durée prolongée du vol, aggravée par des circuits d'attente et deux déroutements, avait poussé l'équipage au-delà de ses limites de service et mis à rude épreuve l'approvisionnement en carburant de l'avion. L'appel de détresse a déclenché le protocole standard : les services d'urgence, dont les pompiers, sont venus à la rencontre de l'avion à l'atterrissement à São Paulo. Cette déclaration était remarquable, car il est très inhabituel de citer la fatigue de l'équipage comme motif principal d'un appel de détresse. Si une faible réserve de carburant constitue une justification évidente pour une telle situation d'urgence, la fatigue est généralement gérée par des réglementations en matière de planification plutôt que par

des déclarations d'urgence.

L'équipage étant légalement hors service et incapable de poursuivre son vol, Lufthansa a annulé le vol LH510. Égarés après près d'une journée entière à bord, les passagers ont été réaffectés à des vols alternatifs de São Paulo à Buenos Aires ou à leur destination finale. Le Boeing 747-8 est resté cloué au sol à São Paulo, Lufthansa n'ayant pas encore confirmé s'il serait rapatrié à Francfort ou s'il poursuivrait ses opérations vers l'Argentine. Cet incident souligne la complexité des vols très long-courriers, où des conditions météorologiques imprévisibles, des aéroports de dégagement limités et des règles strictes concernant les tâches de l'équipage peuvent engendrer des défis opérationnels importants. L'atterrissement en toute sécurité à São Paulo, malgré des circonstances exceptionnelles, met en lumière les décisions cruciales prises par l'équipage sous pression, garantissant ainsi la sécurité de tous les passagers.

L'Île Maurice et les États-Unis réaffirment leur partenariat stratégique

Les relations entre Maurice et les États-Unis d'Amérique continuent de s'approfondir, marquées par une coopération croissante dans des domaines tels que l'éducation et les programmes d'échange, la sécurité maritime, la résilience climatique et le commerce. « Je me réjouis de voir l'année à venir s'accélérer et de voir les travaux de construction de notre nouvelle ambassade se rapprocher. »

Ce message a été transmis par l'ambassadeur des États-Unis en République de Maurice, M. Henry Jardine, lors d'une réception organisée jeudi soir à l'hôtel Intercontinental Resort de Balaclava. Cet événement marquait le 249e anniversaire de l'indépendance des États-Unis, commémoré chaque année le 4 juillet.

Le président de la République de Maurice, M. Dharambeer Gokhool, le Premier ministre, Dr Navinchandra Ramgoolam, le vice-Premier ministre, M. Paul Raymond Bérenger, le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international, M. Dhananjay Ramful, des ministres et des membres du corps diplomatique figuraient parmi les invités de marque présents.

Le thème de l'événement était axé sur les anciens participants aux programmes d'échange américains, mettant en avant les bénéficiaires de ces initiatives. À cette occasion, le Premier ministre, lui-même ancien participant à un programme d'échange américain, s'est vu remettre un badge spécial.

Dans son allocution, l'ambassadeur Jardine a souligné le rôle important de Maurice en tant que partenaire précieux des États-Unis, soulignant l'étroite collaboration entre les deux pays au fil des ans pour relever les défis mondiaux et promouvoir des objectifs communs. « Notre coopération repose non seulement sur nos intérêts communs, mais aussi sur les liens qui unissent nos peuples », a-t-il déclaré, soulignant l'importance croissante des relations interpersonnelles comme élément majeur de la diplomatie.

Il a évoqué plusieurs programmes d'échange et de formation financés par les États-Unis pour soutenir la société civile. Ces programmes ont contribué à renforcer les relations interpersonnelles entre les deux pays. À ce jour, environ 754 Mauriciens ont participé à des programmes d'échange américains, tels que les programmes Fulbright et Humphrey, le Programme de leadership des visiteurs internationaux et la bourse Mandela Washington, entre autres. Par ailleurs, 300 autres Mauriciens ont suivi divers pro-



grammes de formation militaire et policière, a ajouté l'Ambassadeur Jardine.

Soulignant le fort potentiel de coopération en matière de sécurité, M. Jardine a rappelé que les États-Unis et Maurice avaient récemment co-organisé le Sommet des forces maritimes africaines, qui a réuni plus de 250 participants de 44 pays et organisations. Cet événement, a-t-il indiqué, réaffirme le rôle clé de Maurice dans la promotion des efforts régionaux visant à lutter contre le changement climatique et les menaces telles que la piraterie, le trafic de drogue, la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et la réponse aux catastrophes, avec le soutien de la Commission de l'océan Indien et de l'Association des pays riverains de l'océan Indien.

Selon l'ambassadeur Jardine, Maurice est idéalement positionnée pour servir de porte d'entrée aux investissements en Afrique et en Asie du Sud. Le Sommet des affaires États-Unis-Maurice, organisé en collaboration avec le Conseil de développement économique, réaffirme l'engagement du pays à promouvoir les opportunités commerciales et offre un environnement propice au commerce et à l'investissement.

L'ambassadeur des États-Unis a félicité Maurice et le Royaume-Uni pour la signature de l'accord reconnaissant la souveraineté de Maurice sur les îles Chagos. Cet accord, a-t-il déclaré, soutient la présence sécuritaire continue des États-Unis dans la région et renforce le partenariat entre les États-Unis et Maurice pour les décennies à venir. « Nous sommes impatients de développer un programme de partenariat entre les États-Unis et Maurice et ses forces de sécurité », a-t-il ajouté.

Maurice et Singapour : un partenariat pour l'excellence du secteur public

L'île Maurice souhaite s'inspirer des réformes stratégiques du secteur public menées par Singapour, a déclaré le ministre de la Fonction publique et des Réformes administratives, M. Lutchmanah Pentiah, lors d'une réunion avec le haut-commissaire non-résident de Singapour à Maurice, M. Lim Ming Yan, samedi après-midi à Port-Louis.

Le ministre Pentiah a rappelé que le modèle exemplaire de Singapour sert de référence pour améliorer l'efficacité institutionnelle, tout en soulignant la volonté de Maurice de s'appuyer sur l'expertise singapourienne en matière de formation de la fonction publique, de développement du leadership et de renforcement institutionnel.

À cet effet, il a cité le programme singapourien « Service public pour le XXIe siècle » et l'initiative « Smart Nation », le Singpass, comme des modèles phares que Maurice aspire à imiter dans sa quête d'amélioration continue et de promotion de valeurs fortes en matière de service public.

Le ministre a réaffirmé son engagement à moderniser la fonction publique par des réformes transformatrices favorisant l'agilité, la transparence, l'efficacité et la réactivité afin d'améliorer



la prestation de services aux citoyens et de renforcer la performance institutionnelle.

Il a indiqué qu'une séance de travail se tiendra aujourd'hui lundi 14 juillet 2025 avec l'aide de l'expertise singapourienne afin d'améliorer l'efficacité institutionnelle.

Parmi les autres sujets clés abor-

dés figurent le renouvellement du protocole d'accord signé en 2020 pour le renforcement des capacités et la formation.

Le Haut-Commissaire de Singapour a quant à lui réitéré son soutien au gouvernement mauricien pour l'amélioration et la modernisation de la fonction publique.

HIGHLIGHTS OF CABINET MEETING

The Cabinet met on Friday under the chairmanship of the Prime Minister, Dr the Hon. Navinchandra Ramgoolam, G.C.S.K., F.R.C.P. The highlights of the deliberations are as follows:

- Cabinet has taken note that, with a view to balancing the need for social cohesion and economic resilience and assisting the most vulnerable, adjustments to the Pensions Reform had been agreed the previous week through the provision of, inter alia, a monthly income support of Rs10,000 to the most vulnerable who will reach the age of 60 years as from 01 September 2025.

- Cabinet has further noted that with a view to supporting economic growth:

- (a) the Fair Share Contribution on High-Income Earners and on Corporates has been adjusted and clarified taking into account the need for our jurisdiction to attract foreign investments and talents; and

- (b) some grandfathering and moratorium will be provided for more certainty to the property market.

Cabinet has agreed to the introduction of the Financial Crimes Commission (Amendment) Bill into the National Assembly. The object of the Bill is to empower the Financial Crimes Commission and the Police to conduct a joint investigation into an offence under the Financial Crimes Commission Act 2023.

- Cabinet has taken note that, in accordance with section 87 of the Constitution, the Prime Minister has advised the President of the Republic to appoint:

- (a) Mrs Sheilabai Bappoo, GOSK, as High Commissioner of the Republic of Mauritius to the Mauritius High Commission, New Delhi, Republic of India, with residence in New Delhi;

- (b) Mr Munsoo Kurrimbaccus as High Commissioner of the Republic of Mauritius to the Mauritius High Commission, Islamabad, Islamic Republic of Pakistan, with residence in Islamabad;

- (c) Mr Reza Gunny as Ambassador of the Republic of Mauritius to the Mauritius Embassy, Cairo, Arab Republic of Egypt, with residence in Cairo;

- (d) Mrs Maria Francesca Mireille Martin as High Commissioner of the Republic of Mauritius to the Mauritius High Commission, Pretoria, South Africa, with residence in Pretoria;

- (e) Mr Indrarjeet Baboo as Ambassador of the Republic of Mauritius to the Mauritius Embassy, Addis Ababa and Permanent Representative of the Republic of Mauritius to the African Union Commission in Addis Ababa, Federal Democratic Republic of Ethiopia, with residence in Addis Ababa; and

- (f) Mr Joël Marie Rault as Ambassador of the Republic of Mauritius to the Mauritius Embassy, Paris, Republic of France, with residence in Paris.

- Cabinet has taken note that Mrs Nandita Devi Suneechur, Acting Director of the Education and Prevention Division of the Financial Crimes Commission, has been elected as a member of the African Union Advisory Board Against Corruption (AUABC) for a term of six years.

The AUABC is an 11-member autonomous Organ set up within the framework of the African Union Convention on Prevention and Combating Corruption. The AUABC is tasked with the responsibility to advise on and address corruption and related themes in Africa.

- Cabinet has agreed to Mauritius signing the "Agreement Amending the SADC Treaty to recognise the SADC Parliament as one of its Institutions (2022)". The Agreement seeks to formally establish the SADC Parliament as an institutional platform for dialogue among Parliamentarians of SADC Member States. It aims to enhance regional cooperation, promote democratic governance, and support the implementation of SADC's common regional agenda, including through the formulation and adoption of model laws, among other activities.

- Cabinet has agreed to the signing of a Memorandum of Understanding between the Ministry of Tertiary Education, Science and Research and the Imperial College of Science, Technology and Medicine of the United Kingdom. The Memorandum of Understanding will focus on collaboration in the fields of public health education, scientific cooperation, capacity building, training and research. The following activities of mutual interest will be initiated and developed:

- (a) joint research and educational activities in various fields including public health, primary care and healthcare management;

- (b) setting up and development of a public health education and research hub in Mauritius to assist in promoting knowledge mobilisation and ensuring capacity building in the SADC region;

- (c) exchange of teaching and research documentation between the Mauritian public higher education institutions and research communities, and various university departments of the Imperial College;

- (d) exchange programmes for faculty members for research, lectures and academic discussions; and

- (e) collaboration between the public universities, higher education institutions and authorities of Mauritius and the Imperial College in the field of teaching, training, research and consultancy.

- Cabinet has agreed to the Open University of Mauritius renewing a Memorandum of Understanding with the University of Gävle, Sweden. The collaboration between both universities stems from shared commitment to advancing open and distance learning, research collaboration, and academic exchanges. A series of exchanges for students and staff as well as PhD supervision have been undertaken under the previous Memorandum of Understanding.

Le ministre Boolell effectue une visite au marché de Belle Rose

Le ministre de l'Agro-industrie, de la Sécurité alimentaire, de l'Économie bleue et de la Pêche, le Dr Arvin Boolell, a effectué jeudi une visite au marché de Belle-Rose. Il était accompagné du ministre des Collectivités locales, M. Ranjiv Woochit, de la whip en chef du gouvernement, Mme Stéphanie Anquetil, et d'autres personnalités.

Dans une déclaration, le ministre Boolell a souligné l'intention du gouvernement d'agrandir l'espace actuel où les opérateurs au marché de Belle-Rose exercent leurs activités. Notre objectif, a-t-il souligné, est de leur offrir un environnement décent et propice.

Il a indiqué que des espaces supplémentaires seront mis à leur disposition et que des préparatifs sont en cours pour créer un espace vert aux alentours.

Après la visite du site, le Dr Arvin Boolell et la délégation qui l'accompagnait ont assisté à une présentation du projet de terminal urbain de Quatre-Bornes. Le ministre a indiqué que le projet, une fois mis en œuvre, offrira de nombreuses facilités aux habitants de la région et constituera un site touristique attractif.

Le projet, a-t-il déclaré, sera réalisé dans le cadre d'un partenariat public-privé, et des consultations et un dialogue sont en cours avec toutes les parties prenantes concernées.

Le ministre Boolell a également rassuré que les besoins des opérateurs économiques du marché de Quatre Bornes seront pris en considération afin qu'ils travaillent dans la dignité et dans un environnement prospère.



Crash d'un Boeing 787 en Inde

L'alimentation en carburant coupée juste avant le crash

Un mois après, les circonstances autour du crash du Boeing d'Air India se précisent. Selon un rapport d'enquête préliminaire publié samedi, les interrupteurs d'alimentation en carburant des moteurs de l'appareil, qui s'est écrasé peu après le décollage le 12 juin, tuant 260 personnes, se sont mis en position « arrêt » juste avant l'impact.

Le rapport, publié par le Bureau indien d'enquête sur les accidents aériens (AAIB), ne tire aucune conclusion et n'attribue aucune responsabilité. Il indique qu'un pilote a demandé à l'autre pourquoi il avait coupé le carburant, le second pilote répondant qu'il ne l'avait pas fait.

Au total, 241 personnes qui se trouvaient à bord du Boeing 787-8 Dreamliner d'Air India à destination de Londres ont été tuées et une seule a survécu lorsque l'avion s'est écrasé sur des habitations juste après le décollage dans la ville d'Ahmedabad, dans l'ouest du pays. Les autorités ont également identifié 19 personnes tuées au sol.

Perte de puissance dans les moteurs

Le Boeing avait atteint une vitesse maximale de 180 nœuds (333 km/h) en décollant lorsque les interrupteurs d'alimentation en carburant sont passés de la position « run » (ouvert) à la position « cutoff » (arrêt) pour le premier moteur puis le second une seconde plus tard, selon le rapport. Les deux moteurs ont alors commencé à perdre



de la puissance. L'avion a commencé à perdre de l'altitude avant même de quitter le périmètre de l'aéroport, selon le rapport.

Une analyse encore longue

Dans l'enregistrement des conversations dans le cockpit, l'un des pilotes demande à l'autre pourquoi il a coupé l'alimentation en carburant. Le second pilote répond qu'il ne l'a pas fait, indique le rapport de 15 pages. Moins d'une minute plus tard, un pilote a transmis le signal de détresse « Mayday, Mayday, Mayday » et l'avion s'est écrasé sur des habitations. Les contrôleurs aériens ont demandé aux pilotes ce qu'il se passait puis ont vu l'appareil s'écraser et ont appelé les secours.

Le site spécialisé The Air Current, citant cette semaine plusieurs sources au fait de l'enquête, a indiqué que celle-ci s'était récemment concentrée sur le mouvement des interrupteurs d'alimentation en carburant des moteurs, à la suite d'une analyse des enregistreurs intégrés de données de vol et de données vocales de l'appareil. L'analyse complète devrait prendre « des mois, si ce n'est plus », et l'hypothèse privilégiée pourrait encore évoluer.

Enquête en cours

Le rapport du bureau indien rappelle que l'Administration fédérale de l'aviation des États-Unis avait publié un bulletin d'information en 2018 concernant « le désengagement potentiel de la fonction de verrouillage

de l'interrupteur de contrôle du carburant ». Air India a informé les enquêteurs qu'elle n'avait pas effectué les inspections suggérées car elles étaient « conseillées et non obligatoires ». Air India respectait toutes les directives de navigabilité et les bulletins de service d'alerte, indique le rapport.

Le bureau des enquêtes a déclaré qu'il n'y avait « aucune action recommandée pour les opérateurs et fabricants de moteurs B787-8 et/ou GE GEnx-1B », suggérant qu'il n'y avait pas de problèmes techniques avec les moteurs ou l'appareil. Boeing n'a pas commenté le rapport indien.

« Nos pensées demeurent avec les proches des passagers et de l'équipage du vol Air India 171, et avec toutes les personnes affectées au sol à Ahmedabad. Nous continuons de soutenir l'enquête et nos clients », a écrit le constructeur dans un communiqué.

Dans un communiqué sur X, Air India a déclaré de son côté continuer de « coopérer pleinement avec l'AAIB et d'autres autorités à mesure que leur enquête progresse ». L'enquête est toujours en cours, a ajouté le bureau indien, précisant que des éléments supplémentaires et des informations ont été « demandés aux parties prenantes ». L'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) stipule que les États dirigeant l'enquête doivent soumettre un rapport préliminaire dans les trente jours suivant un accident. Des enquêteurs des États-Unis et du Royaume-Uni ont participé aux investigations.

Canicule

Une forte hausse du nombre de noyades en juin 2025 imputable aux fortes chaleurs, selon Santé publique France

Le nombre de morts par noyade a augmenté de près de 58% en France en juin 2025 par rapport à juin 2024, a indiqué ce vendredi Santé publique France. Près de 109 personnes, dont une vingtaine de mineurs, sont décédées par noyade. Un chiffre en nette hausse, notamment à cause des vagues de chaleur qui ont touché le pays ces dernières semaines.

Le thermomètre grimpe en France ces dernières semaines et entraîne avec lui une hausse du nombre de noyade dans le pays. Ainsi, selon l'agence Santé publique France, près de 100 personnes sont déjà décédées par noyade dans le pays, un chiffre en hausse de 58% par rapport à la même période l'an dernier. Au total, 109 personnes sont mortes entre le 1er juin et le 2 juillet 2025.

Les adolescents particulièrement touchés

Le bond est aussi important pour les noyades non-



mortelles. Près de 400 cas ont été recensés sur tout le territoire, soit le double par rapport à l'année dernière. "On fait le lien avec la période de canicule qu'on vient de subir", a expliqué devant les journalistes Aymeric Ung, épidémiolo-

gistre pour l'agence de santé publique.

"On sait que ces températures élevées accentuent les dangers liés à la baignade", a-t-il poursuivi. Dans les faits, la hausse des noyades est importante chez les mineurs, notamment chez les 13 ans et plus. Ainsi, entre le 1er juin et le 2 juillet, 19 jeunes ont perdu la vie, tous quasiment uniquement dans des cours d'eau ou des plans d'eau, comme des bases de loisirs.

Une saison estivale qui ne fait que commencer

A contrario, les noyades chez les adultes se font aussi régulièrement en mer. Santé publique France précise attribuer cette hausse de décès par noyade aux températures élevées au mois de juin et début juillet, qui ont touché quasiment toute le territoire.

L'organisme reste vigilant sur le sujet, alors que les grandes vacances, période propice pour les noyades, ont commencé.

Droits de douane

Donald Trump menace le Canada d'une surtaxe de 35 %

Dans une lettre envoyée à Ottawa, le président américain, Donald Trump, a annoncé, jeudi, qu'il comptait imposer des droits de douane de 35 % sur les importations en provenance du Canada à partir du 1er août. Ils "peuvent être modifiés en fonction de notre relation avec votre pays", a-t-il prévenu.

Une nouvelle missive a été envoyée par Donald Trump qui poursuit son offensive douanière. Le président américain a écrit, jeudi 10 juillet, au Premier ministre canadien, Mark Carney, qu'il comptait imposer 35 % de surtaxes douanières sur les produits canadiens à partir du 1er août. Au total, une vingtaine de lettres ont été adressées à des partenaires commerciaux à travers le monde cette semaine.

"Au lieu de travailler avec les États-Unis, le Canada a riposté avec ses propres droits de douane. À partir du 1er août 2025, nous appliquerons au Canada des droits de douane de 35 % sur les produits canadiens exportés aux États-Unis", a écrit le président américain dans un courrier partagé sur sa plateforme Truth Social.

"Ces droits de douane peuvent être modifiés, à la hausse ou à la baisse, en fonction de notre relation avec votre pays", a prévenu Donald Trump.

Comme pour chaque courrier envoyé depuis lundi, le président américain a précisé que ces droits de douane viendront s'ajouter à ceux imposés à des secteurs d'activité particuliers, tels que l'acier et l'aluminium ou l'automobile.

Il s'agit de deux des principales exportations canadiennes vers les États-Unis, pre-

mier partenaire commercial d'Ottawa.

Le courrier à l'UE imminent

Un peu plus tôt dans la soirée, Donald Trump a annoncé, lors d'un entretien téléphonique accordé à NBC, qu'il comptait envoyer une missive du même ordre à l'Union européenne (UE) "aujourd'hui ou demain".

"J'aimerais le faire aujourd'hui", a-t-il déclaré. "Je discute avec l'UE qui correspond, comme vous le savez, à plusieurs pays, ainsi qu'avec le Canada. Nous devrions les envoyer (les courriers, NDLR), dans les prochaines heures".

Une vingtaine de pays ont déjà reçu un courrier du même type depuis le début de la semaine, principalement des pays asiatiques, avec 25 % appliqués aux produits provenant d'alliés tels que le Japon ou la

Corée du Sud et jusqu'à 40 % pour certains pays d'Asie du sud-est.

Mais c'est le Brésil, jusqu'ici non visé par des surtaxes au-delà de 10 %, qui a connu la plus forte hausse des droits de douane appliquée à ses produits, le président américain annonçant 50 % en réponse aux poursuites engagées contre l'ex-président brésilien Jair Bolsonaro, accusé d'avoir réalisé une tentative de coup d'État après sa défaite contre le président Lula.

Initialement, ces surtaxes individualisées devaient commencer à être collectées le 9 juillet, après un précédent report, mais Donald Trump a signé en début de semaine un décret pour les repousser au 1er août.

Dans ses lettres, Donald Trump assure que toute riposte sera sanctionnée par une surtaxe additionnelle de même ampleur.

Guerre - Selon l'ONU

Plus de 3000 personnes tuées entre janvier et juin en Haïti

Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a dressé vendredi un bilan catastrophique de la violence des gangs dans le pays des Caraïbes.

Plus de 3000 personnes ont été tuées en Haïti durant les six premiers mois de l'année, a indiqué vendredi l'ONU, qui craint que l'expansion de la violence des gangs ne déstabilise d'autres pays des Caraïbes.

«Entre le 1er janvier et le 30 juin, au moins 3141 personnes ont été tuées en Haïti», a déclaré une porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Ravina Shamdasani, lors de la présentation d'un rapport à Genève.

Le rapport détaille l'évolution des incidents violents liés aux gangs depuis octobre. Il montre que la violence a fortement augmenté au cours des derniers mois, en particulier dans les départements du Bas-Artibonite et du Centre, alors que les gangs continuent d'étendre leur influence le long des routes clés du nord et du centre du pays, ainsi qu'en direction de la République dominicaine.

«Pris au milieu de cette histoire d'horreur sans fin, le peuple haïtien est à la merci de la violence horrible des gangs et exposé aux violations des droits humains par les forces de sécurité et aux abus des groupes dits «d'autodéfense», a déclaré le haut-

commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, dans un communiqué.

«Une déstabilisation significative»

Entre le 1er octobre 2024 et le 30 juin 2025, au moins 1018 personnes ont été tuées, 213 autres blessées et 620 enlevées dans l'Artibonite et le Centre, ainsi qu'à Ganthier et Fonds-Parisien, à l'ouest de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, indique le rapport.

Au cours de la même période, le nombre total d'assassinats en Haïti s'élevait à 4864, dont au moins 3141 sur les six premiers mois de 2025.

Le rapport indique que l'expansion du contrôle territorial des gangs représente un risque majeur de propagation de la violence et d'augmentation des trafics transnationaux d'armes et de personnes, «susceptible d'entraîner une déstabilisation significative pour les pays de la sous-région des Caraïbes».

Pour éviter une déstabilisation rapide de la sous-région, l'ONU appelle la communauté internationale «à renforcer son appui aux autorités haïtiennes qui ont la responsabilité première de protéger les droits de leur population, ainsi qu'aux organisations internationales et nationales qui assistent les groupes vulnérables».

Le président cubain Miguel Diaz-Canel visé par des sanctions américaines inédites

Les États-Unis ont fait monter d'un cran la pression sur Cuba en annonçant, vendredi, des sanctions inédites contre le président cubain Miguel Diaz-Canel, quatre ans tout juste après les manifestations historiques contre le gouvernement qui avaient secoué l'île communiste.

Quatre ans exactement après des manifestations anti-gouvernementales à Cuba, les États-Unis ont annoncé, vendredi 11 juillet, des sanctions contre plusieurs dirigeants de l'île communiste, dont le président Miguel Diaz-Canel et ses ministres de l'Intérieur et de la Défense.

Miguel Diaz-Canel est sanctionné "pour son rôle dans la brutalité exercée par le régime à l'encontre du peuple", a indiqué le secrétaire d'État Marco Rubio sur son compte X, précisant que le président cubain faisait désormais l'objet d'une restriction de visa pour entrer sur le territoire américain.

Les 11 juillet 2021, des milliers de Cubains étaient descendus dans les rues de l'île pour réclamer plus de liberté et de meilleures conditions de vie. Ces manifestations antigouvernementales, d'une ampleur jamais vue depuis la révolution castriste de 1959, avaient fait un mort, des dizaines de blessés et des centaines de personnes

avaient été arrêtées.

"Ordre de combattre"

Le même jour, Miguel Diaz-Canel, au pouvoir depuis 2019, avait lancé à la télévision un "ordre de combattre" pour que les Cubains soutenant le gouvernement sortent dans la rue pour s'opposer aux manifestants.

Washington a toujours condamné la répression du gouvernement cubain à l'égard des manifestants, dont plusieurs centaines ont été condamnés, parfois jusqu'à 25 ans de prison.

Mais le retour de Donald Trump à la Maison Blanche en janvier a tendu encore davantage les relations. Fin juin, le président américain a signé un "memorandum" destiné à renforcer sa politique de pression maximale contre l'île communiste, sous embargo économique depuis 1962. Dans un communiqué, le Département d'État a affirmé vendredi "prendre des mesures pour mettre en œuvre" cette politique.

"Par solidarité avec le peuple cubain et les prisonniers politiques de l'île", les États-Unis restreignent l'entrée sur leur territoire des "principaux dirigeants du régime" en raison de "leur implication dans de graves violations des droits humains", est-il écrit.

Outre le président Miguel Diaz-Canel,

également dirigeant du Parti communiste, deux ministres, celui de la Défense, Alvaro Lopez Miera, et celui de l'Intérieur, Lazaro Alberto Alvarez Casas, sont sanctionnés.

Des restrictions de visa sont également appliquées à de "nombreux responsables judiciaires et pénitentiaires cubains impliqués dans la détention injuste et la torture des manifestants de juillet 2021", dont la liste n'a pas été communiquée.

"Sans merci"

Les États-Unis "peuvent imposer des sanctions migratoires contre des dirigeants révolutionnaires et maintenir une guerre économique prolongée et sans merci contre Cuba, mais ils n'ont pas la capacité de faire plier la volonté de ce peuple ou de ses dirigeants", a réagi le chef de la diplomatie cubaine, Bruno Rodriguez sur X.

Selon les États-Unis, 700 personnes sont toujours emprisonnées pour leur participation aux manifestations de juillet 2021. Les organisations de défense des droits humains estiment, quant à elle, que leur nombre se situe entre 360 et 420.

Parmi la centaine de manifestants condamnés, certains ont été libérés au cours des derniers mois après avoir purgé leur peine.

D'autres ont été remis en liberté dans le

cadre d'un accord négocié sous les auspices du Vatican après le retrait, en janvier, de l'île de la liste noire américaine des pays soutenant le terrorisme par l'ex-président Joe Biden (2021-2015). Une décision révoquée par la suite par Donald Trump.

L'accord prévoyait la remise en liberté de 553 prisonniers cubains, en particulier des manifestants, mais des détenus de droits communs ont également été libérés.

Marco Rubio a en outre accusé sur X le pouvoir cubain de torturer le dissident José Daniel Ferrer, incarcéré dans l'est du pays, et exigé une "preuve de vie immédiate".

Dissident historique, José Daniel Ferrer, 54 ans, a été libéré dans le cadre de l'accord négocié avec le Vatican, avant d'être incarcéré de nouveau en avril après la révocation de sa liberté conditionnelle.

"Torturé à l'extrême. Chaque jour pourrait être le dernier", a écrit sur X sa sœur Ana Belkis Ferrer, installée aux États-Unis, précisant que l'épouse du dissident lui a rendu visite en prison le 8 juillet.

Le département d'État a également ajouté un hôtel d'État de 42 étages récemment inauguré à La Havane, sur la liste des lieux interdits aux Américains "pour éviter que les dollars américains financent la répression du régime cubain".

La Commission européenne va «étudier» les modalités de l'accord franco-britannique sur les migrants

La Commission européenne a annoncé étudier les modalités de l'accord noué entre la France et le Royaume-Uni au sujet de l'échange des migrants.

La Commission européenne a affirmé vendredi 11 juillet qu'elle «étudierait» les modalités de l'accord noué entre la France et le Royaume-Uni sur un projet d'échange de migrants.

«Le nombre croissant de migrants qui traversent clandestinement la Manche est alarmant et nécessite une réponse robuste», a estimé Markus Lammert, porte-parole

de l'exécutif européen. «En ce qui concerne la coopération spécifique envisagée entre la France et le Royaume-Uni, la Commission évaluera les modalités concrètes de cet accord», a-t-il ajouté.

L'accord doit encore être soumis à la Commission européenne avant d'être signé

L'accord annoncé jeudi, qui doit encore être soumis à la Commission européenne avant d'être signé, repose sur le principe d'un pour un. Il prévoit le renvoi en France d'un migrant arrivant au Royaume-Uni par petit bateau, en

échange de quoi Londres s'engage à accepter un migrant se trouvant en France et exprimant sa volonté, via une plateforme en ligne, de s'installer au Royaume-Uni et justifiant de liens avec ce pays.

En juin, cinq pays de l'UE - Espagne, Grèce, Italie, Malte et Chypre - avaient exprimé leur «préoccupation», craignant que la France ne renvoie ensuite les migrants vers le premier pays de l'UE dans lequel ils sont arrivés. Plus de 21.000 migrants ont traversé la Manche depuis le début de l'année, un niveau record.

La Russie juge "inacceptable" l'idée du déploiement d'un contingent européen dans le pays

Moscou a fustigé ce vendredi 11 juillet l'idée d'une force européenne en Ukraine en cas de cessez-le-feu. La présence de soldats "étrangers près de nos frontières est inacceptable", estime le Kremlin.

La Russie a jugé vendredi 11 juillet que tout déploiement d'une force européenne en Ukraine était "inacceptable", au lendemain de propos d'Emmanuel Macron évoquant un potentiel déploiement d'une telle force en cas de cessez-le-feu.

"La présence d'un contingent étranger près de nos frontières est inacceptable", a déclaré aux journalistes le porte-parole de la présidence russe, Dmitri Peskov, dénonçant le "militarisme antirusse" des dirigeants européens.

"Jusqu'à 50.000 hommes" mobilisables

La force expéditionnaire conjointe franco-britannique (CJEF) va voir ses effectifs renforcés pour atteindre "jusqu'à 50.000 hommes" mobilisables "dans un engagement majeur" et qui pourraient être mis "à disposition de l'Otan", a annoncé Emmanuel Macron.

"Nous faisons passer cette force conjointe du niveau d'une brigade à celle d'un corps d'armée, c'est-à-dire pou-

vant aller jusqu'à 50.000 hommes, capables d'être employés dans un engagement majeur", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le Premier ministre britannique Keir Starmer.

Cette force, susceptible d'être "multipliée par cinq" par rapport à son volume actuel, aura un noyau dur, autour de la France et du Royaume-Uni, "capable d'agréger d'autres partenaires européens et d'être mis à la disposition" de l'Otan, a-t-il ajouté.

Cette force, qui s'appellera désormais la Force conjointe franco-britannique, joue déjà un "rôle important dans l'organisation de la Coalition des volontaires", indique l'Élysée.

Celle-ci réunit une trentaine de pays susceptibles de déployer une force de garantie du cessez-le-feu en Ukraine, une fois celui-ci conclu, pour dissuader la Russie de lancer une nouvelle offensive.

Elle pourra servir de "noyau de planification des forces de réassurance qui pourraient être déployées en Ukraine dans le cadre du cessez-le-feu lorsqu'il y en aura un",

relève la présidence française.

Accroître "la pression" sur Vladimir Poutine

Le Premier ministre britannique Keir Starmer et Emmanuel Macron ont appelé ce jeudi à accroître "la pression" sur la Russie pour obtenir un cessez-le-feu en Ukraine, et ont assuré que les plans de la coalition des pays volontaires pour garantir ce cessez-le-feu sont "prêts".

"Nous devons réorienter nos efforts vers la préparation de la paix, en forçant Poutine à se rendre à la table des négociations (...). Cette pression coordonnée fera la différence", a déclaré Keir Starmer, tandis qu'Emmanuel Macron appelait à "augmenter la pression" sur la Russie.

"Nous avons un plan qui est prêt à être mis en oeuvre et à être lancé dans les heures suivant (la signature d')un cessez-le-feu", a déclaré Emmanuel Macron. "Les plans sont prêts et nous les inscrivons dans une perspective de long terme", a également affirmé Keir Starmer.

Il a ajouté que la coalition possède "un nouveau quartier général à Paris, qui est déjà opérationnel, et qui finalise les structures de commandement et de contrôle", en coordination avec Kiev.

Choléra, Ebola, rougeole

La vaccination d'urgence réduit le nombre de décès de 60%

Selon une étude, les efforts de vaccination déployés au cours des 210 épidémies ont généré environ 27 milliards d'euros de bénéfices économiques, en évitant des décès et des handicaps.

La vaccination d'urgence lors d'épidémies de maladies comme le choléra, Ebola et la rougeole a permis de réduire de près de 60% le nombre de décès dus à ces pathologies au cours des 25 dernières années, démontre une nouvelle étude.

Un nombre similaire d'infections a été évité, et les bénéfices économiques liés à la vaccination sont estimés à des milliards d'euros, selon cette étude publiée cette semaine dans le British Medical Journal (BMJ) Global Health. L'étude est soutenue par Gavi, l'Alliance du vaccin, une organisation internationale qui, s'appuyant sur des financements publics et privés, aide à vacciner les enfants dans les pays les plus pauvres du monde.

Une réponse «rentable face au risque croissant d'épidémies»

L'organisation a collaboré avec des chercheurs du Burnet Institute, en Australie, pour produire ce premier aperçu au monde de l'impact des efforts de vaccination d'urgence sur la santé publique et la sécurité sanitaire mondiale. «Pour la première fois, nous sommes en mesure de quantifier de manière exhaustive les avantages, en termes humains et économiques, du déploiement de vaccins con-

tre les épidémies de certaines des maladies infectieuses les plus meurtrières», s'est félicité Sania Nishtar, la cheffe de Gavi, dans un communiqué. «Cette étude démontre clairement le pouvoir des vaccins comme réponse rentable face au risque croissant d'épidémies auquel le monde est confronté», a-t-elle ajouté.

L'étude a examiné 210 épidémies de cinq maladies infectieuses (choléra, Ebola, rougeole, méningite et fièvre jaune) dans 49 pays à faible revenu entre 2000 et 2023. Elle montre que le déploiement des vaccins dans ces conditions a permis de réduire le nombre d'infections et de décès de près de 60% pour les cinq maladies.

Le nombre de morts réduit de 99% pour la fièvre jaune

Et l'effet est encore plus spectaculaire pour certaines pathologies. La vaccination a permis de réduire de 99% le nombre de morts lors des épidémies de fièvre jaune et de 76% le nombre de décès dus à Ebola. Dans le même temps, la vaccination d'urgence a permis de réduire considérablement le risque qu'une épidémie ne s'étende.

L'étude estime également que les efforts de vaccination déployés au cours des 210 épidémies ont généré environ 27 milliards d'euros de bénéfices économiques, en évitant des décès et des handicaps. Ce montant est probablement sous-estimé, pointe le rapport, car il ne prend pas en compte les coûts de réponse aux épidémies, ni les impacts sociaux et macro-économiques des perturbations engendrées par les grandes épidémies.

Par exemple, on estime que l'épidémie massive d'Ebola qui a frappé l'Afrique de l'Ouest en 2014, avant l'existence de vaccins validés, puis a vu des cas apparaître dans le monde entier, a coûté plus de 45 milliards d'euros aux seuls pays d'Afrique de l'Ouest.

Cette étude intervient après que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a averti en avril que les épidémies de maladies évitables par la vaccination, telles que la rougeole, la méningite et la fièvre jaune, étaient en augmentation dans le monde entier en raison de la désinformation et de la réduction de l'aide internationale. Gavi s'efforce de consolider de nouveaux financements face aux réductions de l'aide internationale. Washington a annoncé le mois dernier qu'il cesserait de soutenir le groupe.

NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that WE DINESHWARSINGH AND TECKWANTEE DEEPOOA will apply to the District Council of Flacq for a Building and Land Use Permit for a EXTENSION OF A REINFORCED CONCRETE BUILDING TO AN EXISTING COMMERCIAL BUILDING AT GROUND FLOOR FOR COMMERCIAL PURPOSE AT ROYAL ROAD, LALLMATIE.

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 14.07.2025

EURO 2025 - FEMININ

Portugal 1 Belgique 2

Les Portugaises perdent contre la Belgique et sont éliminées de l'Euro 2025

Avec 1 point en deux journées, le Portugal pouvait encore croire à une qualification pour les quarts de finale en cas de succès contre les Belges et un résultat favorable dans l'autre rencontre (Espagne-Italie). Déjà éliminée avant la rencontre, la Belgique pouvait éviter de finir dernière du groupe en cas de victoire contre son adversaire du soir.

La Belgique réalise le coup parfait en ouvrant le score dès la 3ème minute de jeu par l'intermédiaire de leur capitaine Tessa Wullaert. L'équipe marque en ayant effectué 5 passes uniquement. Au terme du match, la possession est finalement à l'avantage des coéquipières de Patricia Sousa (57% vs 43%).

Une fin de match très animée et deux buts

Les Diables Rouges pensaient doubler la mise à la 64ème minute de jeu grâce à la

néo-nantaise Mariam Toloba mais le but a finalement été refusé. Les Portugaises ont enchainé les occasions afin de revenir au score et espérer renverser le match. Elles égalisent à la 87ème grâce à un but de Telma Encarnaçao. Elles ont cru se faire surprendre par un but à la 92ème mais une nouvelle fois la VAR refuse le but. La Belgique marque tout de même encore à la 96ème grâce à Janyce Cayman. Cette fois-ci le but est bien accordé. Les derniers infimes espoirs portugais sont refroidis par ce but vainqueur dans les derniers instants.

Le match se termine par une victoire 2-1 de la Belgique. Les Belges terminent troisième du groupe. Le Portugal n'a pas réussi à s'imposer et à rattraper son retard vis-à-vis du goal average inférieur à celui de l'Italie. Elles sont donc éliminées de la compétition. En s'inclinant, les coéquipières de Francisca Nazareth terminent dernière de leur groupe.

**Italie 1 Espagne 3****L'Italie cède face à l'Espagne mais s'ouvre les quarts**

L'Espagne l'a emporté vendredi, contre l'Italie (3-1) à l'occasion de son dernier match de la phase de poules de l'Euro 2025. En tête de leur groupe, les Espagnoles affronteront la Suisse, le pays hôte, vendredi en quarts de finale. Quant aux Italiennes, elles profitent de la défaite simultanée du Portugal face à la Belgique (1-2) pour passer au tour suivant.

Les Italiennes se sont qualifiées vendredi pour les quarts de finale de l'Euro 2025 pour la première fois depuis douze ans malgré leur défaite 3-1 face aux championnes du monde espagnoles à Berne.

Déjà qualifiée après ses larges succès contre le Portugal (5-0) et la Belgique (6-2), l'Espagne termine sans surprise en tête du groupe B et affrontera donc la Suisse, pays

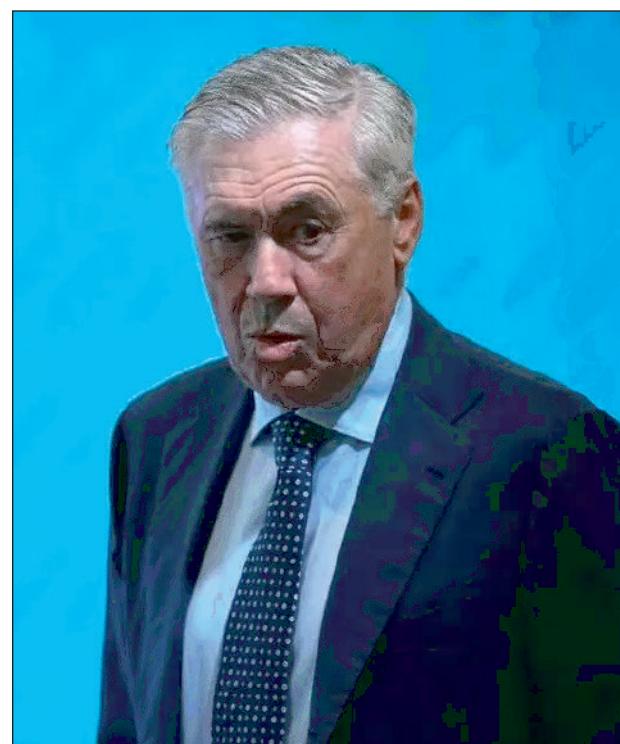
hôte, vendredi prochain à Berne. Mais l'Italie, grâce à la défaite simultanée du Portugal face à la Belgique (1-2 à Thoune), décroche le second ticket et tourne la page de ses éliminations en poules lors des deux derniers tournois continentaux et du Mondial 2023.

Les joueuses d'Andrea Soncin rencontreront les Norvégiennes mercredi prochain à Genève, pour tenter de s'offrir une nouvelle épopee européenne après les éditions 1993 et 1997 achevées en finale. La latérale italienne Elisabetta Oliviero a ouvert le score en interceptant un ballon perdu (1-0, 10e), avant qu'Athenea del Castillo n'égalise après une talonnade d'Alexia Putellas (1-1, 14e).

En deuxième mi-temps, Patri Guijarro a donné l'avantage aux Espagnoles d'une frappe lointaine au ras du poteau gauche (2-1, 48e), avant qu'Esther Gonzalez ne



scelle le succès espagnol avec son quatrième but du tournoi, sur une nouvelle passe de Putellas (3-1, 90e+1).

FOOT NEWS**En Espagne, l'entraîneur Carlo Ancelotti condamné à un an de prison pour fraude fiscale**

L'ex-entraîneur du Real Madrid et sélectionneur du Brésil, Carlo Ancelotti, a été condamné mercredi par la justice espagnole à un an de prison et plus de 386 000 euros d'amende pour fraude fiscale. Il avait dissimulé une partie de ses revenus au fisc espagnol en 2014. Il a en revanche été blanchi d'accusations similaires portant sur 2015.

Le tribunal supérieur de justice de Madrid a condamné mercredi Carlo Ancelotti à un an de prison et plus de 386 000 euros d'amende pour fraude fiscale. En 2014, il avait dissimulé au fisc espagnol une partie de ses revenus provenant de ses droits à l'image lorsqu'il était entraîneur du Real Madrid.

Jugé début avril, le coach italien, qui s'est défendu d'avoir voulu frauder, ne sera toutefois pas incarcéré, sa peine étant inférieure à deux ans de prison.

Il a été condamné pour cette fraude fiscale commise en 2014, mais en revanche a été blanchi d'accusations similaires portant sur 2015.

"Volonté consciente de contourner le paiement des impôts"

Les juges considèrent que Carlo Ancelotti avait "une connaissance claire de ses obligations fiscales découlant de sa résidence fiscale en Espagne au cours de l'exercice 2014", et qu'il y a donc eu "une volonté consciente de contourner le paiement des impôts", peut-on lire dans la décision judiciaire.

Le parquet avait requis une peine de quatre ans et neuf mois de prison pour l'actuel sélectionneur de l'équipe du Brésil, estimant qu'il avait caché au fisc le fait d'avoir touché plus d'un million d'euros de droits à l'image en 2014 et 2015, lors de sa première période en tant qu'entraîneur du Real Madrid (2013-2015), équipe dans laquelle il a fait son retour en 2021 (jusqu'en 2025).

L'entraîneur avait assuré lors de son procès au printemps qu'il avait convenu de percevoir six millions d'euros net par saison et que c'était le club qui lui avait proposé de percevoir 15 % de ce montant en droits à l'image, avec une fiscalité différente.

Il a toujours affirmé ignorer qu'il faisait quelque chose qui "n'était pas correct".

"Tous les joueurs l'avaient, Mourinho avait cela", a-t-il indiqué à propos de l'un de ses prédécesseurs sur le banc du Real Madrid, José Mourinho, qui a également fini par être condamné à un an de prison avec sursis après avoir plaidé coupable de fraude fiscale en 2019.

En l'absence d'antécédents pénaux et la peine étant inférieure à deux ans, Carlo Ancelotti, qui ne réside plus en Espagne, n'ira pas en prison et verra sa peine aménagée.

EURO 2025 - FEMININ

Pologne 3 Danemark 2

Ewa Pajor buteuse lors d'une victoire historique pour les débutantes à l'EURO féminin de l'UEFA 2025

La Pologne, qui participait à son premier tournoi, a conclu sa phase finale de l'EURO féminin de l'UEFA 2025 par une victoire historique sur le Danemark.

Le jour même où Iga Swiatek est devenue la première championne polonaise de simple à Wimbledon, ses compatriotes footballeuses ont conclu leur première campagne à l'EURO féminin de l'UEFA par trois buts historiques lors d'une victoire 3-2.

La Pologne et le Danemark étaient certains d'être éliminés avant même le coup d'envoi à Lucerne, mais c'est l'équipe de Nina Patalon qui a terminé sa campagne sur une bonne note, en marquant son premier but en phase finale de l'EURO féminin et en enregistrant sa première victoire.

Les deux équipes étaient certaines d'être éliminées avant le coup d'envoi à l'Allmend Stadion Luzern, mais cela n'a en rien entamé les intentions offensives de chaque équipe.

Le Danemark a manqué une belle occasion de prendre l'avantage à la huitième minute, Janni Thomsen reprenant de volée un centre de Pernille Harder venu de la droite.

Les Danoises ont rapidement regretté cette occasion manquée, la Pologne marquant son tout premier but en phase finale de l'EURO féminin pour prendre l'avantage à la 13e minute.



L'action a commencé par une passe de la buteuse Natalia Padilla pour Ewelina Kamczyk sur l'aile droite. La n°8 polonaise a ensuite adressé un centre à ras de terre en direction d'Ewa Pajor au premier poteau, qui n'a pas réussi à marquer sous la pression, mais le ballon est revenu sur Padilla qui l'a glissé dans le petit filet opposé du pied gauche.

Les trois joueuses ont de nouveau été impliquées lorsque la Pologne a doublé la mise sept minutes plus tard, Pajor lançant l'attaque en récupérant le ballon dans la moitié de terrain danoise et la terminant

d'une tête puissante, tandis que Kamczyk avait servi Padilla avant que cette dernière ne fasse la passe décisive depuis l'aile droite.

Le Danemark a ensuite subi un autre revers à la 24e minute lorsque la capitaine Harder a été contrainte de sortir sur blessure, Sofie Bredgaard prenant sa place en attaque, et la Pologne a failli inscrire un troisième but peu de temps après.

Servie par une belle talonnade de Pajor, la puissante frappe du gauche de Kamczyk a été repoussée sur la barre transversale

par la gardienne danoise Maja Bay Østergaard.

Signe Bruun s'est ensuite approchée du but avec deux têtes dans le temps additionnel, ce qui a donné des motifs de satisfaction à Andrée Jeglertz, qui préparait son équipe pour la deuxième mi-temps, sa dernière en tant que sélectionneur du Danemark avant de prendre en charge l'équipe féminine de Manchester City.

Quatorze minutes après la reprise, son équipe a réduit l'écart, la puissante frappe de Thomsen de l'extérieur de la surface échappant aux mains de Kinga Szemik.

La Pologne a ensuite rétabli son avantage de deux buts, la remplaçante Martyna Wiankowska enroulant une belle frappe, la frappe manquée de Padilla servant involontairement de remise, mais le Danemark a assuré une fin de match nerveuse en revenant au score à la 83e minute.

Après deux têtes en première mi-temps, Bruun a finalement marqué son but en s'élargissant pour reprendre un excellent centre de Katrine Veje, ravivant l'espoir d'un retour tardif.

Bien que le Danemark se soit approché du but avec une autre tête dans le temps additionnel, la tête de Nadia Nadim au second poteau a été intelligemment arrêtée par Szemik, ces espoirs ont finalement été déçus.

Suède 4 Allemagne 1**La Suède domine l'Allemagne et le groupe C**

Une nouvelle fois impressionnantes, les Suédoises se sont offert samedi la tête du groupe C de l'Euro de football en dominant à Zurich les Allemandes (4-1), réduites à dix et possibles adversaires des Bleues en quart de finale.

Les médaillées de bronze des Mondiaux 2019 et 2023, qui faisaient jusque-là figure de discrètes outsiders derrière les superstars espagnoles et anglaises, enchaînent un troisième succès en trois matches et postulent un peu plus à la victoire finale. En quart de finale, les joueuses de Peter Gerhardsson rencontreront jeudi à Zurich les deuxièmes du groupe D, actuellement mené par la France devant l'Angleterre, en attendant les deux dernières rencontres dimanche.

Les Allemandes, qui avaient ouvert le score, devront elles digérer leur premier revers du tournoi, après deux succès contre la Pologne (2-0) et le Danemark (2-1), avant d'affronter les premières du groupe D samedi prochain à Bâle. Pratiquement assurées de leur qualification, les Bleues peuvent se préparer à un quart intense quel que soit l'adversaire, tant le choc du groupe C a été d'emblée haletant, physique, passant très vite d'une surface à l'autre.

Lancées à l'abordage, les Allemandes n'ont mis que 17 secondes à alerter une première fois Jennifer Falk, par la

néo-Lyonnaise Jule Brand, avant que Lea Schüller ne frôle le montant gauche sur un très bel enchaînement (2e). La même Schüller, double buteuse dans le tournoi, a trouvé la jeune latérale droite Carlotta Wamser, qui a transmis à Brand: l'ailière de 22 ans, très en jambes, a ouvert le score d'une frappe croisée du droit (1-0, 7e).

Gwinn venue en soutien

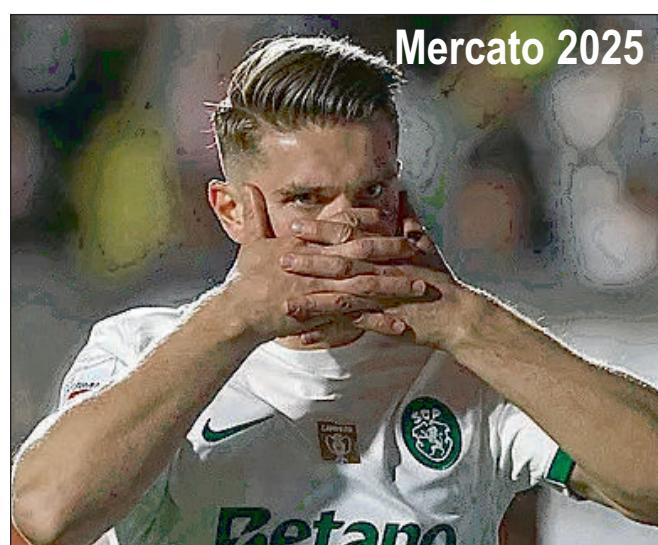
Malgré la vitesse des ailières allemandes, les "Blagult" (Bleues et Jaunes) n'ont mis que cinq minutes à répliquer. Lancée par la capitaine Kosovare Asllani, Stina Blackstenius a ajusté sa frappe à la droite d'Ann-Katrin Berger, dans une quasi-réplique du but de Brand (1-1, 12e). Les Suédoises ont aggravé la marque grâce à une chevauchée sur la droite de la jeune Smilla Holmberg, 18 ans, dont le ballon a été involontairement dévié dans le but par Sarai Linder (2-1, 25e).

Encouragées sur le banc de touche par Giulia Gwinn, leur capitaine blessée au genou gauche face à la Pologne et forfait pour le reste du tournoi, les joueuses de Christian Wück ont tenté de réagir, mais leur gardienne Ann-Katrin Berger les a plusieurs fois mises en danger sur de mauvaises relances.

Et sur une nouvelle percée suédoise, Carlotta Wamser s'est jetée pour contrer de la main sur sa ligne: expulsion



immédiate pour la remplaçante de Giulia Gwinn, jusque-là impeccable malgré l'inexpérience de ses 21 ans, et qui est sortie réconfortée par tout le banc. Calmement, Fridolina Röfö a transformé le penalty d'une frappe à contre-pied, fêtant sa centième sélection par un 3-1, 34e, avant que Lina Hurtig n'inscrive le quatrième but sans être gênée par une charnière totalement dépassée (4-1, 80e). Dans l'autre match du groupe C, disputé simultanément à Lucerne, la Pologne a dominé le Danemark 3-2, avec trois buts de Natalia Padilla (13e), Ewa Pajor (20e) et Martyna Wiankowska (76e), contre deux réalisations de Janni Thomsen (59e) et Signe Bruun (83e). Avec deux défaites chacune, les deux équipes étaient déjà éliminées.

Gyökeres claque la porte du Sporting CP: Arsenal ou rien

C'est la fin de l'aventure pour Viktor Gyökeres au Sporting. Les prochaines heures seront décisives, mais selon des sources proches du joueur, le Suédois a déjà tranché : quoi qu'il advienne, il ne portera plus le maillot des Lions.

Il a même signé un contrat de cinq ans avec Arsenal, en attente d'un accord entre clubs. Si le deal échoue, Gyökeres, qui a déjà obtenu un délai de quatre jours de congé supplémentaires, ne reviendra pas à l'entraînement vendredi non plus. Il est prêt à tout, même à forcer un prêt pour ne plus revenir à Lisbonne.

Le conflit vient du refus du Sporting d'accepter la dernière offre d'Arsenal : 65 M€ fixes + 5 M€ en objectifs réalisables + 10 M€ en variables plus difficiles. Le président Varandas campe

sur 70 M€ fixes. Ce blocage a agacé Gyökeres, qui estime avoir tout donné au club et vit mal ce bras de fer.

Une solution à la Osimhen

Pire, l'attaquant menace d'aller jusqu'au bout du conflit. Une solution de prêt, comme Osimhen l'an dernier avec Galatasaray, est à l'étude. Le Fenerbahçe se montre déjà intéressé.

Depuis Stockholm, Gyökeres suit les négociations. Dimanche, il a de nouveau appelé Varandas pour exprimer son mécontentement. Il a même renoncé à 2 M€ de salaire pour aider Arsenal à formuler l'offre actuelle.

Le président reste inflexible : pas de départ sans les 70 M€ exigés. S'il n'y a pas d'accord cette semaine, Gyökeres devra se présenter vendredi à l'entraînement, sauf si le transfert se conclut d'ici là.